

Ils ont fui Gaza, Kaboul, Kiev ou Téhéran pour trouver la paix en France. Mais une fois sur place, montages vidéo et pseudo-reportages les prennent pour cibles. De nouvelles attaques menées par des agresseurs invisibles.

Fake news, la deuxième guerre des réfugiés

Segré-en-Anjou Bleu à l'heure des derniers murmures du jour. Ce 4 novembre 2025, Alam, Hossein, Kamal, Safi et Ibrahim (1) s'assoient par terre, en cercle, à deux pas de l'entrée du Leclerc. Les réfugiés afghans ont pris l'habitude de se poser ici en fin d'après-midi, après leurs courses, pour préparer leur en-cas. Ça blague en pachto tout en sifflant un Red Bull. Quatre d'entre eux prennent leur service dans la foulée. Ils travaillent de nuit (de 19 heures à 4 heures du matin) dans une entreprise agro-alimentaire du coin, à l'entretien des machines. La paie est modeste et la cadence soutenue mais ils ne trouvent rien à y redire. Ils sont rescapés des ténèbres.

En Afghanistan, ces trentenaires ont vécu sous la menace des talibans, dont la violence n'a jamais cessé ces vingt dernières années, quand bien même ils n'ont repris le pouvoir qu'en août 2021. Fuir était une question de survie. Alam, chevelure de jais et regard perçant, a choisi d'émigrer en France « pour la liberté et la fraternité ! » Tout sourire malgré des cernes marqués, Hossein a traversé l'Iran, la Turquie et l'Europe en se cachant dans des conteneurs. « Ici, c'est très bien. Très, très bien ! », lance-t-il dans un français sommaire en levant le pouce. Après les routes hérissées d'épines de l'exil, place à la douceur angevine.

— Propagation immédiate sur les réseaux

Ce 4 novembre 2025 pourtant, leur vie a obliqué. Jean-Eudes Gannat, jeune militant d'extrême droite siégeant désormais au conseil municipal de Segré, les filme à leur insu devant le supermarché, les accusant de « traîner », de ne « rien branler » et d'être là « tous les soirs ». Il poste la vidéo sur TikTok avec pour titre : « Marre de vivre avec les cousins des talibans jusqu'au fond de nos campagnes... » Le film, de 22 secondes, se propage il-

lico dans les milieux identitaires, et même au-delà. Alam est prévenu par un collègue, tombé dessus en scrollant sur les réseaux sociaux. « Là, on a eu un gros stress. Très très gros », dit-il en faisant des yeux ronds. Passer pour un assisté, qui plus est islamiste, il ne pouvait imaginer pire. « Pour eux, c'était la panique. Au début, c'est bien simple, ils n'en dormaient plus », raconte Bertrand Even, un bénévole ayant dispensé des cours de Français à Alam et ses camarades à leur arrivée en France. C'est vers lui que, spontanément, les jeunes Afghans se sont tournés en découvrant la vidéo. Les jours suivants, Hossein a décidé de ne plus sortir en même temps que son épouse et

« Après les violences subies, beaucoup de réfugiés expriment le désir de se faire les plus petits possible, de ne pas déranger afin de ne pas s'exposer à des soucis avec les autorités. »

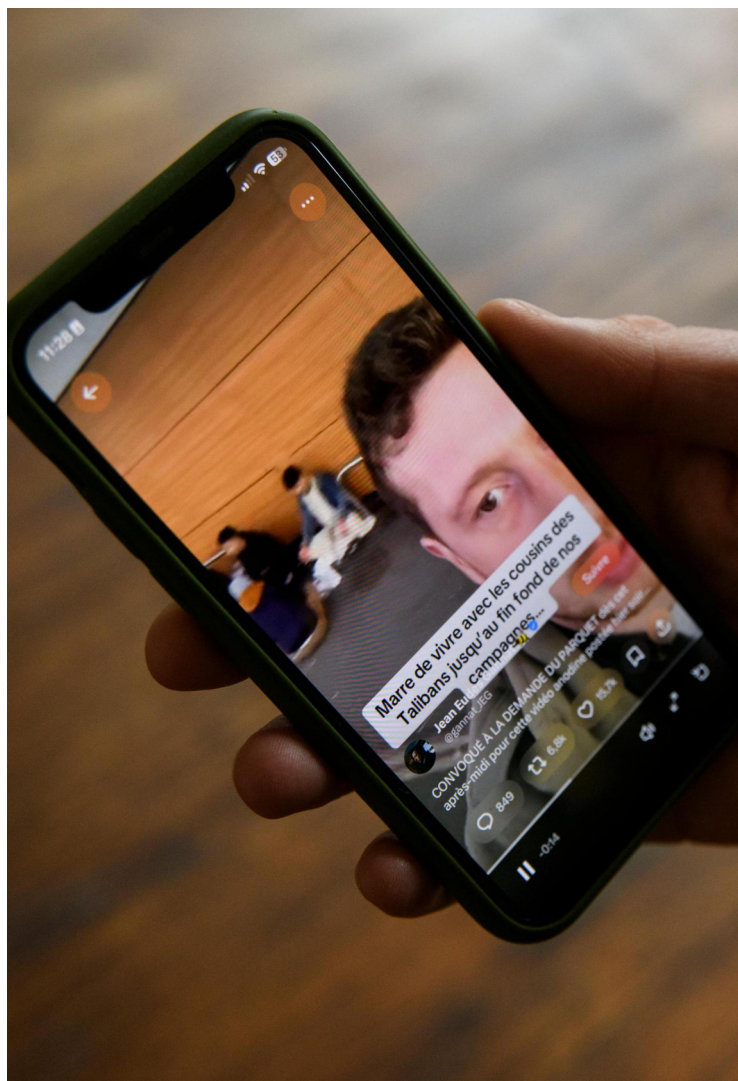
leur petit d'un an et demi, histoire de ne pas les exposer. Et si des habitants du coin s'en prenaient aux siens ? Il est présenté tout à la fois comme un parasite et un fou d'Allah. À la peur s'est ajouté l'affront : celui d'être associés aux talibans. Une gifle plus forte encore pour Kamal – lui aussi sur la vidéo –, qui a perdu des proches exécutés par les nouveaux maîtres de Kaboul.

Quatre mois plus tard, l'anxiété reste palpable. Alam, Hossein et les autres redoutent désormais le procès du militant d'extrême droite, le 6 mai prochain. Jean-Eudes Gannat doit en effet comparaître devant le tribunal correctionnel d'Angers, à la demande du procureur,

Une enquête produite pour le projet War&Lies

WAR
GUERRES ET MENSONGES,
LE COÛT HUMAIN DE LA DÉSINFORMATION
& **LIES**

Ce reportage a été produit dans le cadre du projet « War&Lies : le coût humain de la désinformation », financé par l'Organisation internationale de la francophonie et mis en œuvre par la Fondation Mediacentar (Bosnie-Herzégovine), After War (France) et l'Institut régional pour le développement de la presse (Ukraine). Le contenu relève de la seule responsabilité de son ou ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'OIF ou des organisations chargées de la mise en œuvre du projet.



La vidéo tournée par Jean-Eudes Gannat (devant), militant d'extrême droite, qualifiant les Afghans de « cousins des talibans ». Karoll Petit pour La Croix

pour « incitation à la haine ». Le prévenu, que nous avons contacté, assume l'expression « ne rien branler », décrivant le petit groupe d'Afghans comme étant « assis des heures sur le bitume ».

Il persiste, par ailleurs, à les considérer comme des « cousins des talibans », se fondant sur de supposées études sur les mariages intrafamiliaux en Afghanistan. La Ligue des droits de l'homme, elle, s'est constituée partie civile. Sauf volte-face, les Afghans, eux, ne devraient pas venir témoigner à la barre. La peur, toujours. « Comment pourraient-ils envisager de venir sereinement ? Leur simple présence devant un supermarché a entraîné cette infâme injure raciste, avec un écho national et international », soupire leur avocat, M^e Jean Bary.

— Héros, malgré eux, d'un mauvais scénario

La vidéo reste accessible en ligne. Le militant identitaire a été sommé de la retirer de TikTok mais, avant d'obtempérer, il a appelé ses abonnés à la poster : « Décrire le réel est interdit ! Puisque la vérité dérange, je vous demande de la faire tourner au maximum. » La viralité a joué à plein, accentuant encore la vulnérabilité des Afghans. Le film a été vu plus de deux millions de fois et a même franchi les frontières. ●●●



En haut : Des réfugiés ayant obtenu l'asile à Mayotte sont logés dans une ancienne résidence étudiante, située dans le parc du château de Grignon (Yvelines), mise à disposition par l'État.

Stevens Tomas/Abaca

Au milieu : Sur YouTube, l'extrême droite a propagé une fake news laissant penser que les réfugiés étaient hébergés à l'intérieur du château.

Capture d'écran YouTube

En dessous : Les habitants de la commune de Thiverval-Grignon se sont mobilisés lors d'une manifestation en soutien aux réfugiés.

Emmanuel Fèvre/78 actu

téger. « Après les violences subies, beaucoup de réfugiés expriment le désir de se faire les plus petits possible, de ne pas déranger afin de ne pas s'exposer à des soucis avec les autorités », explique Lucia Bley, psychologue clinicienne au centre Primo-Levi. Une réaction également guidée par une crainte profonde : celle d'être perçu comme fautif, de ne pas être cru. « Cette peur, certains l'ont déjà éprouvée lors de leur demande d'asile, lorsqu'il leur a fallu démontrer ce qu'ils avaient enduré dans leur pays, ajoute Lucia Bey. Chez certains d'entre eux, cela redouble le traumatisme. »

« En cas d'évacuation précipitée, le pays d'accueil n'est plus perçu comme le refuge qu'il était censé être. »



●●● La vidéo a été visionnée jusque dans leur pays. « Ma famille l'a vue. Elle ne comprend pas. Elle me demande ce que j'ai fait de mal », déplore Hossein. Idem pour Alam. Considérés jusque-là comme des modèles de réussite par leurs proches, ils passent désormais pour des voyous. Et, après l'enfer, expérimentent une nouvelle forme d'insécurité sur une terre qu'ils imaginaient paisible. Sa cause : les fake news.

Dématérialisées, virales, parfois sophistiquées, les fausses informations trouvent, avec les réfugiés, des « instruments » de choix pour dénoncer les prétendus excès de l'immigration. Eux ne peuvent se défendre. Ils ne connaissent pas le droit et maîtrisent encore moins les rouages de notre système administratif. Pire, craignant d'être expulsés, ils n'osent faire de vagues depuis leur siège éjectable. Leur lot : subir, seuls ou avec leurs proches, en silence. Une manière de se pro-

En 2024, c'est au détriment de quelque 190 exilés de l'est de la RD-Congo, de Somalie ou encore du Burundi et du Rwanda que les fake news démontrent leur propension à s'attaquer aux plus fragiles. Dans la soirée du 26 février cette année-là, l'association Emmaüs Solidarité loge ces réfugiés, qui avaient obtenu l'asile à Mayotte, dans une résidence étudiante mise à disposition par l'État dans le parc du château de Grignon, dans les Yvelines, ayant longtemps hébergé l'école AgroParisTech. Le jour même, un post du président du RN Jordan Bardella ironise sur les réseaux sociaux : « Entrez clandestinement à Mayotte, vous pourrez être rapatrié en métropole et logés dans un château du XVII^e siècle ! » Des abonnés repostent le message aussitôt. Le lendemain, c'est une autre figure de l'extrême droite qui réagit sur X : Marion Maréchal Le Pen, qui dénonce la présence de « près de 300 migrants africains tout droit arrivés de Mayotte » dans « un bijou de notre patrimoine et de notre histoire ». « Nos châteaux sont aujourd'hui transformés en camp de migrants », s'indigne-t-elle. Le chiffre est gonflé, le terme de « migrants » remplace celui de « réfugiés » – un statut attribué au terme d'une procédure juridique –, les chambres de l'école sont confondues avec le château mais une fois encore, qu'importe : les fake news, que Marion Maréchal Le Pen répètera le lendemain sur sa chaîne YouTube, se propagent sur les réseaux. Et, le 3 mars, des militants d'extrême droite débarquent à Grignon, lançant des fumigènes et entonnant des chants racistes dans le parc du domaine. « Les réfugiés ont eu peur que les militants s'attaquent à eux », se souvient Lotfi Ouanezar, directeur d'Emmaüs Solidarité. Et, alors que leur séjour devait durer

Suite page 8. ●●●

●●● Suite de la page 7.

quelques mois, il est écourté par l'État pour éviter tout nouveau débordement. Les intéressés seront relégués en région.

Exfiltration immédiate, ou le traumatisme de l'exil réactivé

C'est aussi le choix que feront les institutions, un an et demi plus tard, à Charenton-le-Pont. À la fin de l'été dernier, une rumeur colporte que des Gazaouis sont hébergés dans les locaux mêmes de la mairie de cette petite ville du Val-de-Marne. Un supposé traitement de faveur dénoncé le 12 septembre dans un bandeau sur CNews. « À Charenton-le-Pont, des habitants s'opposent à l'accueil de réfugiés gazaouis logés dans l'hôtel de ville », y affirme la chaîne, qui n'a pas répondu à nos sollicitations. Les réseaux sociaux s'emballent. Le maire dément, dénonçant une « manipulation politique » : les Palestiniens n'ont, en effet, jamais été accueillis à la mairie.

La réalité, la voici : cinq Gazaouis – deux adultes et trois enfants – ont bénéficié d'une évacuation sanitaire organisée par le ministère des affaires étrangères. L'association France Horizon, qui gère leur prise en charge dans l'Hexagone, leur a trouvé un hébergement à Charenton pour qu'ils soient proches des deux grands hôpitaux pédiatriques de l'Est parisien. Quant aux « habitants » scandalisés par leur présence, on n'en trouve point trace ; la fronde émane en réalité d'une certaine « Amicale des commerçants et riverains du Val-de-Marne ».

« Nous n'avions jamais entendu parler de cette structure avant », assure une source au cabinet du maire. Ni après, d'ailleurs. Tout porte à croire qu'elle a été créée pour l'occasion... Qu'importe, les institutions préfèrent éteindre l'incendie et protéger les exilés en les exfiltrant au plus vite. « En 48 heu-

res, ils avaient quitté la ville », poursuit une source à la mairie. Destination : une localité tenue secrète afin de garantir leur sécurité et éviter toute nouvelle controverse. La répétition, pour eux, d'un scénario déjà vécu et de l'angoisse qui a pu l'accompagner. « En cas d'évacuation précipitée, le pays d'accueil n'est plus perçu comme le refuge qu'il était censé être. Être déplacé dans l'urgence réactive parfois le traumatisme de l'exil, de la fuite du pays natal qui s'est parfois décidée en quelques heures... », décrypte la psychologue Lucia Bley.

Un outil au service de la propagande

Les fake news peuvent aussi réserver aux réfugiés des abjections qu'ils n'auraient jamais imaginées. Faiza Najjar, arrivée de Gaza au Canada en 2024, en a fait la terrible expérience. En juillet 2025, elle accueille à l'aéroport de Toronto quatre de ses enfants et sept de ses petits-enfants, jusqu'alors restés dans l'enclave. Dans la foulée, des photos ainsi qu'une vidéo de leurs retrouvailles, vue plus de 300 000 fois, circulent sur les réseaux, accompagnées de commentaires sur sa corpulence, exploitée pour nier la malnutrition de masse dans l'enclave. « En tant que mère, cela m'a vraiment dévastée », a-t-elle confié à l'AFP.

Une instrumentalisation de l'apparence physique dont Faiza Najjar n'est pas la seule victime. D'autres ressortissants de Gaza ont été montrés du doigt sur les réseaux avec des réactions du type : « Gras comme des porcelets ces Palestiniens », ou encore « De bien beaux bébés joufflus », « La famine à Gaza ? »... Dans la guerre des images entre Israël et le Hamas, une telle fake news s'apparente à une technique. Le contexte de l'époque permet de mieux comprendre. En juillet dernier, l'indignation monte alors que la famine menace à Gaza



et que des cargaisons d'aide, envoyées par les organisations internationales, attendent aux portes de l'enclave. Montré du doigt, l'État hébreu dément tout blocage, comme il démentira l'état de famine, pourtant confirmé par l'ONU le 22 août dernier. S'en prendre à l'apparence de Faiza Najjar vise à étayer ces dénégations. Et ce, avec une redoutable efficacité.

« Une fake news bien faite, si l'on peut dire, repose la plupart du temps sur un certain nombre de préjugés déjà présents », explique le spécialiste Arnaud Mercier, qui enseigne les sciences de l'information à l'université Panthéon-Assas. « Elle récite quelque chose qui existe déjà, n'inventant rien qui n'ait pas

déjà un substrat culturel. » En l'occurrence, la suspicion vis-à-vis des réfugiés, objets de multiples clichés exacerbés par le conflit en cours entre Israël et le Hamas.

Une autre victime gazaouie, elle aussi raillée sur les réseaux pour son surpoids, s'est opposée en extrême à la publication de son témoignage après s'être longuement ouverte à La Croix. Par peur, probablement, de relancer la machine. « En fuyant leur pays, certains réfugiés ont parfois le sentiment de perdre la maîtrise de leur destin, explique aussi Lucia Bley. Or, la fake news peut venir réactiver cela car, à travers elle, ils deviennent un objet du discours de l'autre. C'est ce dernier qui maîtrise le narratif. L'exilé, lui, n'a pas voix au chapitre ; il se trouve dépossédé de sa capacité à se raconter. »

Saper la crédibilité de l'information

Les fake news font perdre confiance à ceux qu'elles instrumentalisent, mais aussi au public qu'elles visent. Olga Prokopiéva ne le sait que trop bien. À la tête de l'ONG Russie-Libertés, cette Franco-Russe voit son combat pour la démocratie dans son pays natal dénié à la moindre occasion sur les réseaux. Parmi les dernières attaques en date, des dizaines de réponses à son post sur Facebook commémorant, le 17 février, la mort de l'opposant Alexeï Navalny dans des circonstances troubles, en prison, en 2024. « Comme c'est bizarre, ceux

« Les fake news instillent le poison du doute. En se multipliant, elles donnent l'impression qu'on ne peut plus faire la différence entre le faux et le vrai. Tout est suspect. »

qui ont mené l'enquête sont étrangement ceux qui financent l'enquête contre la Fédération de Russie », ironise l'un des internautes dans une allusion à la préten due partialité des investigations sur le décès du destructeur de Poutine, menées par cinq pays européens. « C'était un agent de l'étranger recruter dans son ONG pour déstabiliser la Russie (un traître) », assure un autre, avec une orthographe toute fantaisiste, en reprenant une accusation qui frappe de nombreuses voix critiques en Russie.

De tels messages ne vont pas jusqu'à redorer le blason du Kremlin aux yeux du public. Mais à tout le moins, ils disqualifient le combat visé. « Quand les gens ont l'impression de ne pas pouvoir savoir la vérité, ils finissent par se désintéresser », regrette Olga Prokopiéva. C'est là toute la perversité du mécanisme des fake news, comme l'explique le spécialiste Arnaud Mercier : « Elles instillent le poison du doute. En se multipliant, ●●●



Le bandeau diffusé sur CNews, le 12 septembre dernier, relayant la fake news d'un hébergement de réfugiés gazaouis dans l'hôtel de ville de la commune du Val-de-Marne. Capture d'écran CNews



À gauche : L'écrivaine et poétesse iranienne Mahtab Ghorbani, réfugiée en France, à son domicile en Île-de-France, le 1^{er} avril.

À droite : Elle est victime, sur les réseaux sociaux, de fake news de la part de proches du régime iranien, visant à décrédibiliser son action et son engagement politique.

Odhràn Dunne pour La Croix

●●● elles donnent l'impression qu'on ne peut plus faire la différence entre le faux et le vrai. Tout est suspect. » Y compris les combats les plus nobles.

Comme des armes de longue portée, les fausses informations permettent à Moscou d'attaquer au-delà du champ de bataille. Les réfugiés ukrainiens en Europe de l'Ouest, et notamment en France, sont ainsi particulièrement exposés. Entre imitation de circulaires administratives et faux reportages, les campagnes de désinformation s'y multiplient avec un même objectif : « *Dissuader les Ukrainiens de rentrer dans leur pays* », explique Volodymyr Kogutyak, vice-président du Congrès mondial des Ukrainiens, basé à Paris. Une manière d'affaiblir Kiev sur tous les plans : non seulement militaire et économique, mais aussi démographique...

En janvier, une vidéo circule ainsi sur les réseaux montrant Volodymyr Zelensky, Emmanuel Macron et le premier ministre britannique Keir Starmer signant tour à tour un document officiel. « *La Pologne, l'Allemagne et la France ont promis de renvoyer plus de 40 000 conscrits en Ukraine dans les deux mois pour servir dans l'armée* », alerte le sous-titre, en anglais, expliquant que leur engagement figure dans la déclaration signée lors de leur rencontre à Paris, le 6 janvier dernier.

En évoquant la perspective repoussée de la conscription, la fake news entend inciter les Ukrainiens à demander l'asile en France pour y échapper. La protection qu'ils peuvent obtenir dans ce cas les prému-

nit en effet d'un envoi au front, mais elle implique aussi l'impossibilité de tout retour dans leur pays. Et ce contrairement à la « protection temporaire », pour laquelle beaucoup ont opté à ce jour, qui permet des allers-retours entre la France et leur pays pour des formalités, rendre visite à leur famille...

— Piège tragique

En faisant mine de les protéger, la fake news entend donc les éloigner durablement de leur terre. Et les condamne à une culpabilité qui vient s'ajouter à celle d'avoir fui, immanquablement ressentie par tous les exilés. Et si, en plus d'avoir abandonné ma communauté, je l'avais desservie par ma crédulité ? Un piège tragique pour cette mère enfin autorisée par Moscou à aller chercher le corps de son fils mort dans le Donbass, un territoire ukrainien occupé par la Russie. Celle-ci n'a pu faire le voyage, bloquée en France par son statut de réfugiée, obtenu après avoir mordu à la fake news. « *Nous passons notre temps à informer les Ukrainiens en France sur l'intérêt de la protection temporaire, leur expliquant que l'asile n'est pertinent que dans des cas très précis* », rappelle pourtant Volodymyr Kogutyak.

D'Afghanistan, d'Ukraine ou de Gaza, les réfugiés sont pris à partie moins pour ce qu'ils sont que pour ce qu'ils représentent. Mais il arrive aussi – c'est plus rare – qu'ils soient visés ad hominem par des attaques qui, dans ce cas, émanent le plus souvent de leur pays natal. Objectif ? Les discréditer sur leur terre

« *En persan, je peux m'exprimer comme une écrivaine et une poète. En français, j'ai le vocabulaire d'une enfant. C'est terrible, ça.* »

d'accueil. Certains exilés syriens en France ont ainsi eu à subir des mensonges montés de toutes pièces par le régime de Bachar Al Assad. Idem de certains Iraniens opposés au régime des mollahs.

Mahtab Ghorbani, 42 ans, fait partie de ces victimes. Cette poétesse aux épaules frêles et au parler cash a toujours clamé haut et fort son opposition à la théocratie au pouvoir. Portant ses convictions féministes en étendard depuis l'adolescence, elle avait déjà été incarcérée trois fois à la trentaine. En 2016, sur le point d'être renvoyée une quatrième fois derrière les barreaux, elle décide de fuir le pays avec sa fille de sept ans. Le grand saut.

Réfugiée en France depuis, la quadragénaire dénonce encore et toujours le régime ; elle intervient dans les écoles, au Sénat, sur scène aux côtés des journalistes de *Charlie Hebdo*... Malgré les milliers de kilomètres qui la séparent de Téhéran, elle lutte avec ses compatriotes restés au pays. Elle a ainsi battu le pavé parisien en soutien au mouvement Femme, Vie, Liberté ou

encore ardemment milité pour que les Gardiens de la révolution soient estampillés « organisation terroriste ».

— Traquée par Téhéran jusqu'en France

Les agents du régime l'ont à l'œil jusqu'à Paris. « *Un jour, des inconnus sont même rentrés dans mon appartement, ils ont déchiré les livres, brisé les bouteilles d'alcool... sans rien voler !* » Un avertissement. Les attaques ont peu à peu changé de nature. De nombreux messages sur les réseaux laissent désormais entendre qu'elle ne serait pas opposante. « *C'est délirant ! Certains de ces messages disent que je n'ai pas été emprisonnée en Iran, que mes livres ne sont pas censurés là-bas. C'est aberrant !* » Pourquoi de telles accusations ? « *Pour me faire taire. On me décrédibilise pour que je ne sois plus invitée, que je puisse plus dénoncer le régime.* »

Elle nous montre l'un de ces tweets, postés le 2 octobre sur X. Il affirme qu'elle « *travaille pour la République islamique et se construit un CV de militante politique "amie du peuple"* ». Il émane d'un Iranien exilé en Norvège. Pourquoi s'en prendre à elle alors qu'il a lui-même fui les mollahs ? « *Certains réfugiés le font par peur, notamment quand le régime menace leur famille restée au pays.* » D'autres sont mus par l'appât du gain : « *Le régime retourne certains d'entre eux en les payant. Cela divise*

la diaspora... Idéal pour le pouvoir en place ! »

Mahtab a décidé de porter plainte contre l'auteur de ce tweet. Six mois plus tard, elle n'a pas de nouvelle de la justice et se fait doucement une raison : « *Ces fake news sont publiées sur des comptes étrangers. On m'a prévenue que la procédure serait longue, complexe...* » Mais pas forcément perdue d'avance, surtout avec un bon avocat ? « *Mais je suis exilée, mère isolée, écrivaine, comment voulez-vous que je me paie un avocat ?* » Bataillera-t-elle quand même ? Elle promet que oui. Son regard dit peut-être.

Ces messages vont au-delà de la simple diffamation ; c'est son identité même qui est ici en jeu. « *Tous ces mensonges disent l'inverse de ce que je suis. Ils nient mon passé, mes combats.* » Ses sacrifices, aussi : la prison, l'exil, l'arrachement aux siens. « *Fuir son pays, c'est recommencer à zéro. En dessous de zéro même ! Quand je suis arrivée en France, je vivais avec ma fille dans une chambre de 6 m². Sans toilettes, sans frigo. C'est ça l'exil...* » Et il y a plus douloureux encore : l'abandon de sa langue maternelle. « *En persan, je peux m'exprimer comme une écrivaine et une poète. En français, j'ai le vocabulaire d'une enfant. C'est terrible, ça.* » Et la voilà sommée de se justifier face aux rumeurs. Surtout, Mahtab redoute qu'à terme, en cas de changement de régime, ces fake news hypothèquent son avenir en Iran, elle qui répète à l'envi : « *Si le régime tombe, ma valise est prête !* »

Marie Boéton et Marianne Meunier

(1) Le prénom a été changé.